

Cahier thématique d'IDEA

**La récession
pandémique
en 10 graphiques**

Mars 2021

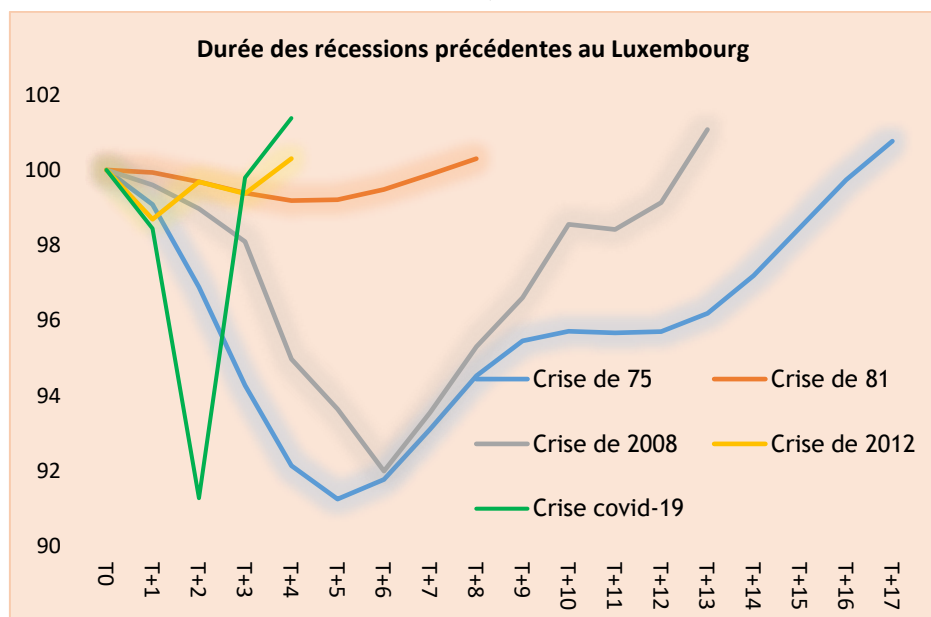


Récession Covid-19 en 10 graphiques

1. Concrètement, une récession est actée quand l'activité économique, mesurée par le PIB, est en recul durant deux trimestres consécutifs.

A cette aune, le Luxembourg est rentré en récession au deuxième trimestre 2020 (recul du PIB de 7,3% après un recul de 1,6% au 1^{er} trimestre), en est sorti dès le troisième trimestre (+9,3%), puis a continué sur sa lancée au quatrième (+1,6%).

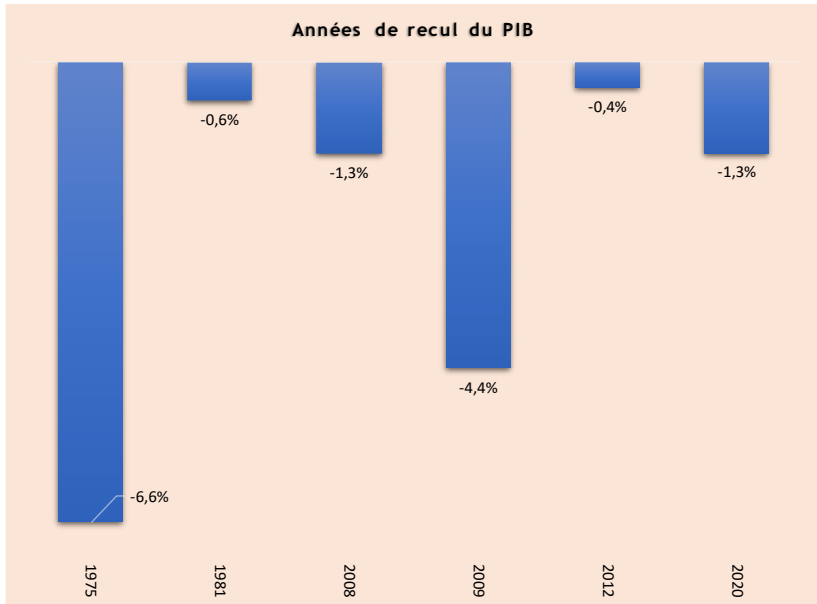
A titre de comparaison, le PIB du Luxembourg avait reculé durant 6 trimestres consécutifs durant la « Grande récession » (entre le 1^{er} trimestre 2008 et le 2^{ème} trimestre 2009).



Source : OCDE

La crise actuelle ne ressemble ainsi à aucune autre compte tenu de sa nature (chocs d'offre et de demande, crise à la fois sanitaire et économique), de son caractère soudain (on ne l'a pas vraiment vue venir), et de son impact sectoriel très différencié.

2. En définitive, l'économie du Luxembourg s'est contractée de 1,3% en 2020, qui aura été la 6^{ème} année depuis 1975 où un recul de l'activité a été observé au Grand-Duché.



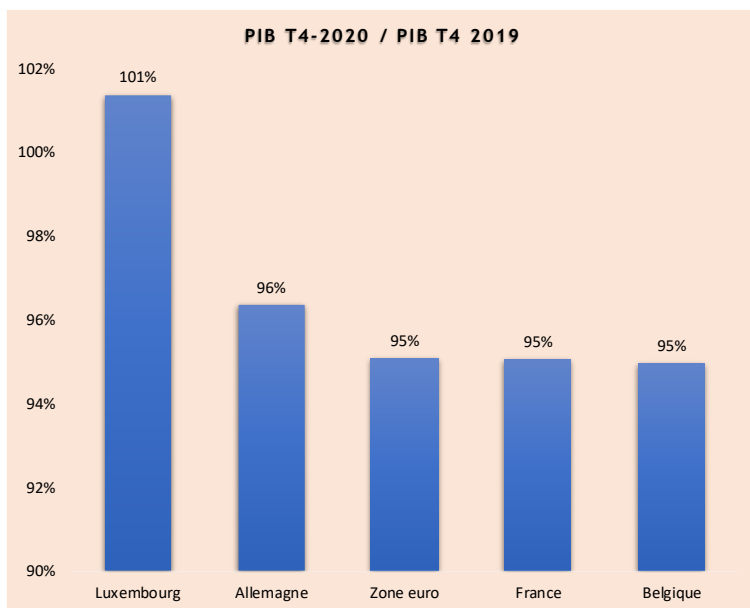
Source: OCDE

Le Luxembourg a par conséquent terminé l'année avec un niveau de production inférieur d'environ 5% à la tendance observée avant la crise et accusé un « écart de production » de près de 3 milliards d'euros qui a eu impact significatif sur les finances publiques. Les rentrées fiscales (TVA, IRC, IR, accises, ICC) ont été en nette baisse (-5%) et symétriquement les dépenses de l'Etat - qui a dû intervenir afin de soutenir les entreprises (aides directes, avances remboursables, garantie pour les prêts bancaires, etc.) et les ménages (chômage partiel, congé pour raisons familiales, doublement de l'allocation de vie chère, etc.) - ont progressé de 10%.



3. La contraction de l'économie luxembourgeoise aura été moindre que prévu en début d'année (le Programme de stabilité et de croissance publié en avril 2020 tablait sur un recul du PIB de 6%) et bien plus faible que dans les autres pays européens (à l'exception notable de l'économie irlandaise en croissance de 2,5% sur l'année).

Au 4^{ème} trimestre 2020, l'activité était au Luxembourg à un niveau 1,4% supérieur à celui observé un an auparavant.



Source: STATEC

L'acquis de croissance pour 2021 (c'est-à-dire le niveau de croissance qui serait atteint si durant les 4 trimestres de l'année le PIB restait au même niveau que celui atteint au 4^{ème} trimestre 2020) s'élève ainsi à **3,7%**.

4. S'agissant du marché du travail, le Luxembourg aura réussi l'exploit - malgré la Covid - de créer environ **8.400 emplois salariés supplémentaires**.

55% de ces nouveaux emplois ont été créés dans les secteurs principalement non-marchands (administration publique, éducation, santé humaine et action sociale) qui ne représentent pourtant que 21% de l'emploi total.

Evolution de l'emploi salarié au Luxembourg en 2020

| | |
|---|-------|
| Total | 8.400 |
| Secteurs non marchands | 4.600 |
| Construction | 1.700 |
| Activités financières et d'assurance | 900 |
| Activités spécialisées, scientifiques et techniques | 500 |
| TIC | 500 |
| Commerce, réparation d'automobiles | 400 |
| Transport et entreposage | 300 |
| Arts, spectacles et activités récréatives | 200 |
| Activités immobilières | 100 |
| Divers | 300 |
| Activités de services administratifs et de soutien | -300 |
| Industrie | -300 |
| Hébergement et restauration | -500 |

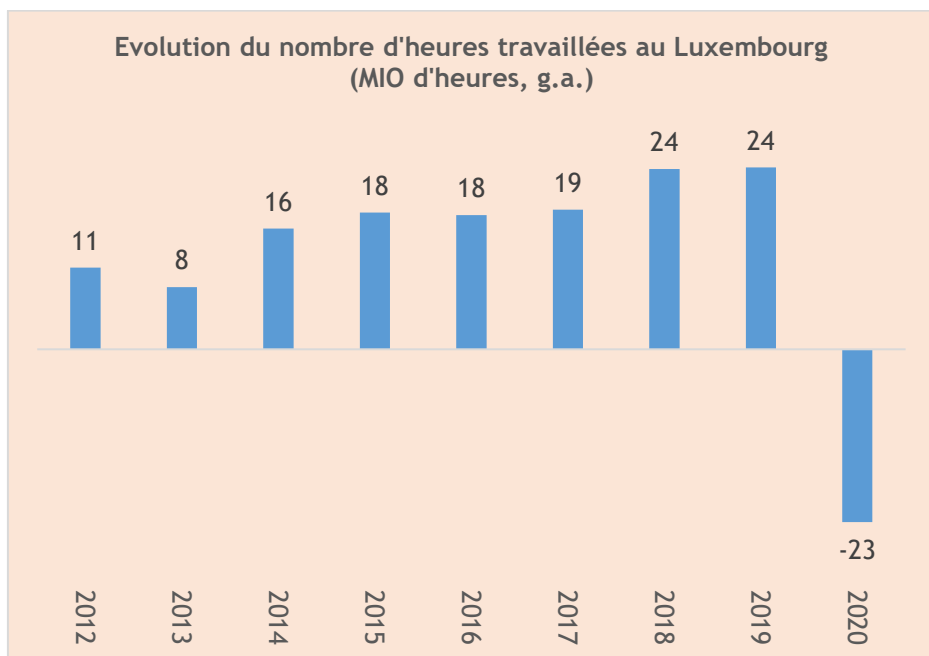
Source: STATEC

Les 8.400 emplois supplémentaires créés au Luxembourg en 2020 ne représentent toutefois que 55% des créations de postes des années précédentes (14.000 en 2017, 15.400 en 2018, 15.600 en 2019).



5. A cause notamment du recours massif au chômage partiel, le nombre d'heures travaillées aurait chuté de près de 2% en 2020, soit un **trou d'air de 23 millions d'heures de travail**.

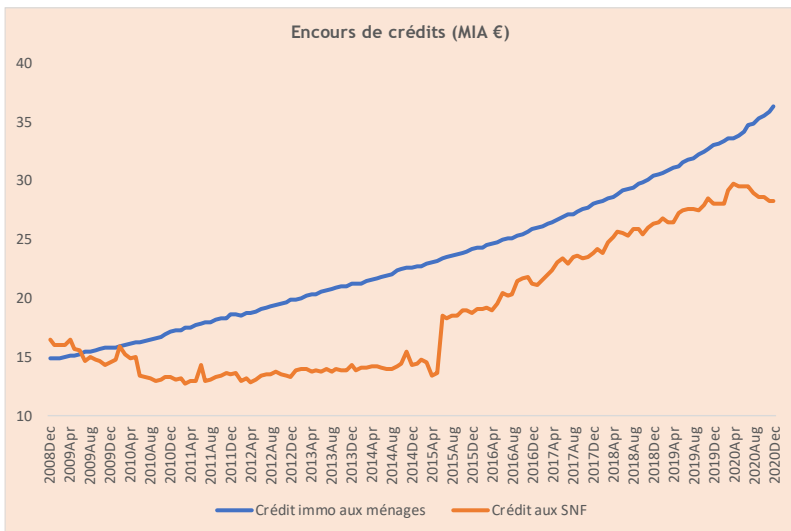
Compte tenu de la durée effective de travail d'un salarié à temps plein au Luxembourg (1.700 heures/an), cela équivaut à environ 13.000 emplois à temps plein.



Source: STATEC

6. Malgré l'impact de la crise sur le bilan des entreprises, malgré les différents dispositifs (garantie étatique, financement spécial anti-crise, garanties PME) mis en place visant à faciliter le crédit bancaire aux entreprises, malgré les mesures accommodantes de la BCE, malgré la période de confinement durant laquelle les visites de logements à vendre étaient suspendues, la progression de l'encours des crédits à l'habitat a représenté 25 fois celle des crédits accordés aux entreprises non financières.

Entre décembre 2019 et décembre 2020, les **crédits envers les sociétés non financières (SNF)** n'ont ainsi augmenté que de **126 millions d'euros** tandis que les **crédits immobiliers aux ménages** résidents progressaient de **3,2 milliards d'euros**.



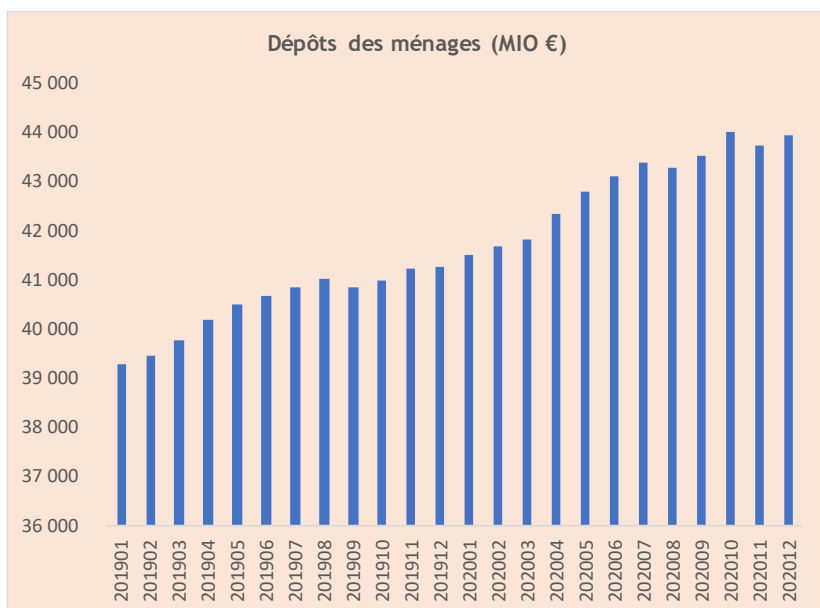
Source: BCL

L'écart entre les crédits aux SNF et les crédits immobiliers aux ménages qui s'était creusé entre 2010 et 2015 (jusqu'à 9,5 milliards d'euros) puis s'est resserré pour se stabiliser autour de 4 milliards d'euros entre 2016 et 2019 se retrouve désormais autour de 8 milliards d'euros.



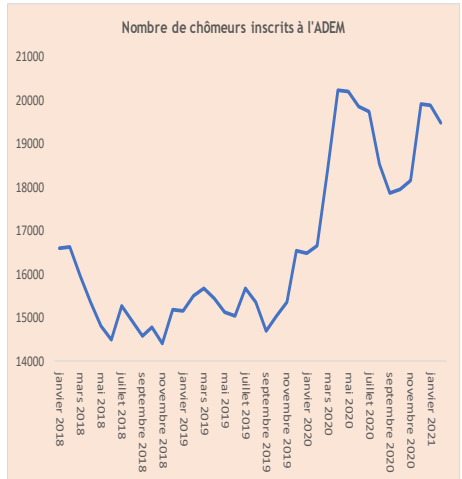
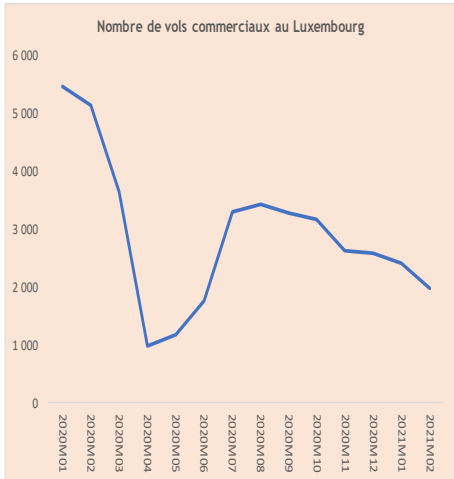
7. Corollaire de la consommation relativement atone des ménages dans un contexte de distanciation physique, d'offres contraintes de certains secteurs d'activités (restauration, hôtels, bars, salles de spectacle) et d'essor du télétravail qui tend à rendre superflus certains achats liés à la présence au bureau (costumes, cravates, produits de beauté, etc.), les ménages (notamment des déciles supérieurs) ont pu se constituer un **matelas d'épargne forcée**.

L'économie luxembourgeoise a par conséquent entamé l'année 2021 avec environ **1,2 milliard d'euros** d'épargne supplémentaire engrangé par les ménages. La libération de cette épargne dans l'économie (au-delà de la sphère immobilière) pourrait/devoir servir à alimenter et soutenir la reprise en fonction des possibilités de « réouverture » des secteurs qui sont particulièrement affectés par les obligations de distanciation physique.



Source : BCL

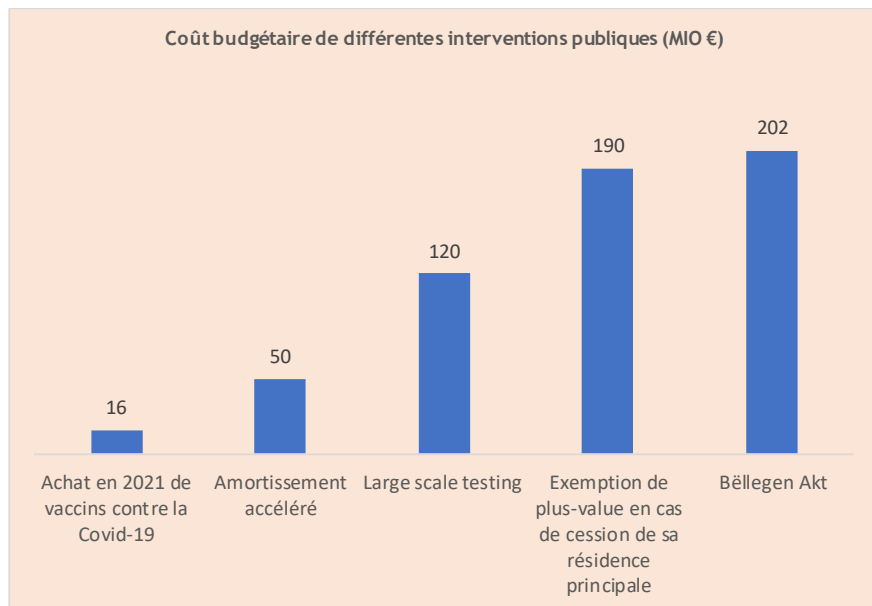
8. Au-delà des éléments macro-économiques susmentionnés et de la relative bonne tenue de l'économie luxembourgeoise en 2020, « **la crise sanitaro-économique est encore là** » comme en témoignent la sous-activité de l'aéroport du Luxembourg et les niveaux - toujours élevés - d'entreprises ayant recours aux dispositifs de chômage partiel (4.300) et de demandeurs d'emplois (19.000).



Source : Eurostat



9. Dans ce contexte, la campagne de vaccination - certes contrainte par la livraison des vaccins commandés - apparaît comme étant la meilleure des politiques économiques à mener.



Source : CHD

©Fondation IDEA asbl 2021

Auteur : Michel-Edouard Ruben

Tél : 42 39 39 - 441 - Email : Michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu

Directeur de la publication : Muriel Bouchet

Tél 42 39 39 491 - Email : muriel.bouchet@fondation-idea.lu

